

Entre infos tronquées et intox existe-t-il un bashing gazoduc ?

Oui, répondent les associations Aria Linda et A Sentinella qui sont montées au créneau hier battant en brèche quelques données reçues. Le spectre d'un désengagement de l'Etat au profit du fioul est bien réel, disent-elles

Refuser le gaz, c'est promettre le fioul à la Corse pour encore des décennies. Une fois ce constat posé, Dominique Lanfranchi et Jean-Nicolas Antonioti se sont partagé les rôles hier pour alerter sur ce qu'ils identifient comme une "campagne de communication anti-gazoduc". Le premier, au nom de l'association A Sentinella a, point par point, passé en revue les prétextes et autres alibis évoqués pour ne pas construire le gazoduc. Le deuxième a recadré certaines statistiques pour mieux faire prendre conscience des impacts du fioul lourd sur la santé.

Dominique Lanfranchi, qui a ouvert la conférence de presse orchestrée à Ajaccio, a commencé par rappeler les atermoiements et autres "reculades" du gouvernement depuis plusieurs mois avant de rentrer dans le détail.

"On nous oppose des tas de bonnes raisons pour surseoir à la mise en place du gazoduc promis à la Corse. Mais ces motifs relèvent d'une mauvaise foi évidente." Exemples à la clé.

Fioul-gaz, pas le même combat

Premier point, le "tout ENR" (énergies renouvelables) est annoncé pour 2050, date à laquelle la Corse devrait avoir gagné son autonomie énergétique. Sauf que "l'objectif affirmé dans le Schéma Régional Climat Air Énergie a été adopté par l'Assemblée de Corse il y a plus de huit ans sans prendre alors en compte le basculement vers le véhicule électrique qui fera croître les besoins en électricité de façon conséquente", argue Dominique Lanfranchi qui décline également d'autres arguments.

D'une part, la trajectoire des énergies renouvelables est loin des caps fixés, "cela fait 18 ans qu'aucun projet d'éolienne n'a pu aboutir en Corse

alors que cette énergie devance l'hydraulique comme ENR principale en Europe".

D'autre part, la difficulté d'insérer sur un réseau insulaire les énergies qui sont en grande partie intermittentes est bien réelle, "rien n'étant mis en place pour améliorer ce problème".

Enfin, assène le président de l'association A Sentinella, "la station de transfert d'énergie par pompage du Fium'Orbu, investissement majeur, est bloquée faute de crédits et de volonté politique. Si l'on additionne l'ensemble de ces éléments, l'horizon "tout ENR en 2050" est, en fait, un mythe pour se désengager sur le gaz, l'Etat voulant implicitement revenir au fioul."

Deuxième point, celui qui concerne une seconde barge à Ajaccio pour éviter Cyrénée. La condition de son installation est conditionnée à un positionnement au-dessus de fonds marins de faible profondeur. Des fonds qui, s'ils existent au large de Lucciana, "n'existent pas dans le golfe d'Ajaccio sauf à toute proximité de Campo dell'Oro, mais quid, du coup, des activités nautiques à hauteur de la plage de Tahiti, sans parler des contraintes liées à la zone Seveso...".

Troisième point, le caractère "irréalisable" du projet Cyrénée. "De l'intox, estime Dominique Lanfranchi, dès lors que Cyrénée représente un petit gazoduc de 40 cm de diamètre enfoui à 1 mètre sous terre, qui n'est guère plus difficile à réaliser que les réseaux divers (fibre, eau, égouts, basse et moyenne tension EDF). Sa longueur et son tracé ne représentent ainsi aucune prouesse."

Quatrième point, le prétendu "coût exorbitant" du projet selon l'Etat. "C'est le comble de l'argument dilatoire, s'étouffe Dominique Lanfranchi. En effet, les entreprises ayant répondu à l'appel d'offres demandent



Entre info et intox, les associations Aria Linda et A Sentinella ont étayé avec des exemples précis le sentiment qui est le leur d'une reculade de l'Etat sur le projet du gazoduc. / PHOTO EMILIE RAGUZ

au client principal qu'est EDF des garanties sur un nombre d'années minima durant lesquels le gaz sera acheminé par les tuyaux, et on leur objecte que l'on vise le tout ENR, c'est le serpent qui se mord la queue", déplore le président d'A Sentinella qui lance un appel au premier de cordée de l'Exécutif insulaire, Gilles Simeoni, pour qu'il réunisse le conseil de l'énergie, de l'air et du climat de Corse.

De son côté, Jean-Nicolas Antonioti pour l'association Aria Linda a tenu à rétablir certaines vérités sur divers indicateurs relayés notamment par Qualitair.

"Dire que la centrale du Vazzio ne serait pas si polluante que cela et qu'elle n'arrive qu'en troisième place des facteurs d'émission de PM 10 (particules dont le diamètre est inférieur à 10 micromètres, ndr) dans le golfe d'Ajaccio demande à être nuancé, explique le président d'Aria Linda. Car ce classement résulte de données déclaratives bien éloignées de la réalité

des émissions de la centrale dès lors que l'industriel a le droit de soustraire les phases transitoires de démarrage, montée en régime et arrêts, soit les phases les plus polluantes. D'autant qu'une étude de l'OMS en 2013 a mis en exergue une aggravation du taux de mortalité de 9% autour des centrales au fioul."

Dossier usine à gaz

Autre idée que l'on veut faire admettre et contre laquelle s'inscrit en faux Jean-Nicolas Antonioti, celle qui consiste à assurer que "la centrale contribue essentiellement à élever le niveau de pollution de fond de la ville. C'est une affirmation que Qualitair, ne disposant pas de la caractérisation des particules mesurées en milieu urbain - l'étude demandée en 2013 par la Capa n'a pas abouti -, ne peut étayer. En outre, ce constat est attribuable aux seules PM 10 qui ne représentent pas la fraction la plus impactante en termes sanitaires. Ce

qui est, en revanche, le cas des nanoparticules qui ne sont pourtant pas évaluées ou sans grand recul."

Et puis, il y a aussi ce courrier adressé par la Dreal (Direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement) à Qualitair Corse le 28 avril 2017. "Dans ce courrier, il est demandé à l'organisme de compléter le dispositif de mesure des émissions de la centrale du Vazzio dans le secteur de la Confinia 2 compte tenu de la présence d'un futur hôpital et d'un futur collège, ce qui témoigne bien de la mauvaise connaissance de la dispersion des émissions de la centrale", appuie le président d'Aria Linda.

François de Ruyg est venu en Corse récemment dans le cadre de l'accident entre les deux navires qui se sont encastés au large du Cap. Lorsqu'il aura un moment, il pourrait être intéressant que le ministre revienne. Pour que le dossier du gazoduc cesse d'être une usine à gaz... ANNE-C. CHABANON